



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/126
12 février 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Lettre datée du 30 janvier 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et celui, joint en annexe, d'un message qui vous est adressé par S. E. M. Todor Jivkov, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste bulgare et Président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé "Année internationale de la paix".

Le Premier Vice-Ministre des
affaires étrangères,

Représentant permanent,

(Signé) Boris TSVETKOV

ANNEXE

Message daté du 29 janvier 1987, adressé au Secrétaire général
par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste
bulgare et Président du Conseil d'Etat de la République populaire
de Bulgarie

L'année 1986 est à marquer d'une pierre blanche : proclamée "Année internationale de la paix" par l'Organisation des Nations Unies, elle a suscité dans la communauté internationale des espoirs qui se sont révélés bien justifiés. Malgré le spectre de la terreur nucléaire qui hante l'humanité, il a été répondu à ses attentes. Les événements intervenus dans les 12 derniers mois nous ont confortés dans notre conviction qu'il n'est pas de problème plus crucial que celui du maintien de la paix et de la survie de l'humanité.

L'Année internationale de la paix a montré que les champions de la paix gagnent du terrain et que les principes de la coexistence pacifique sont de plus en plus reconnus comme une norme de conduite et de relations entre Etats. La déclaration historique faite le 15 janvier 1986 par M. M. S. Gorbatchev, (A/41/110, annexe) sur l'élimination, avant la fin du siècle, de tous les types d'armes de destruction massive et l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires était consacrée à ce noble objectif. Nous appuyons et nous apprécions hautement ce programme pour la réalisation d'une paix universelle et durable, car il concrétise la nouvelle pensée politique qui caractérise notre ère nucléaire et spatiale.

D'autres raisons d'espérer ont été fournies au cours de l'Année internationale de la paix par les résultats de manifestations importantes, comme la huitième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés tenue à Harare (voir A/41/601-S/18392) et l'appel lancé par les "Six de New Delhi" (A/41/518-S/18277, annexe). Nous accueillons favorablement et partageons les idées humanistes et les justes exigences exprimées par les représentants de ces pays.

Nous avons accueilli avec une profonde satisfaction la Déclaration de principes de New Delhi pour un monde non violent et exempt d'armes nucléaires. Le fait que l'Union soviétique et l'Inde, deux grandes puissances dont la contribution au renforcement de la paix et de la sécurité en Asie et dans le monde entier est immense, proposent à l'humanité un programme global visant à débarrasser notre planète du fléau des armes de destruction massive nous remplit d'espoir.

Le moratoire décrété unilatéralement par l'Union soviétique sur tous les essais nucléaires a sans conteste été l'une des mesures les plus audacieuses et les plus décisives en faveur de la paix. Pendant l'Année internationale de la paix, il n'y a pas eu une seule explosion nucléaire en Union soviétique. Nous regrettons sincèrement que ce témoignage historique de bonne volonté n'ait pas été imité par les Etats-Unis. C'est pourquoi nous tenons que la conclusion d'un accord sur l'interdiction totale de tous les essais d'armes nucléaires continue d'être un objectif primordial sans lequel aucun progrès sérieux ne pourrait être réalisé dans le domaine du désarmement.

Nous sommes toujours sous le coup de la profonde impression que nous a laissé la réunion au sommet de Reykjavik entre le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan. Cette rencontre au sommet a suscité de grandes espérances dans la communauté internationale et parmi les peuples du monde entier. Bien que les Etats-Unis ne se soient pas montrés résolus à accepter la proposition historique visant à l'élimination des armes nucléaires, la réunion au sommet de Reykjavik restera sans nul doute l'un des événements les plus importants de l'Année internationale de la paix. Nous espérons que le bon sens prévaudra et que le dialogue reprendra au point où il s'est interrompu.

Nous sommes pleinement conscients du fait que le renforcement de la paix, l'arrêt de la course aux armements et l'adoption de mesures conséquentes et concrètes dans le domaine du désarmement ne sont pas des problèmes qui peuvent être résolus en l'espace d'une année. L'Année internationale de la paix avait pour important objectif de mobiliser l'opinion publique mondiale, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et autres en vue de préserver la paix, de réduire et d'éliminer progressivement la menace de la destruction nucléaire qui pèse sur l'humanité. Maintenant que l'année 1986 est achevée, et avec elle l'Année internationale de la paix, il est naturel et nécessaire que nous fassions le bilan de l'action menée par la République populaire de Bulgarie pour répondre à cet appel plein de sagesse : "sauvegarder la paix et l'avenir de l'humanité".

Le Gouvernement bulgare vous communiquera ultérieurement un compte rendu détaillé des nombreuses manifestations officielles qui ont été consacrées à l'Année internationale de la paix en Bulgarie. J'indiquerai seulement qu'un comité de coordination national pour la célébration de l'Année a été institué au début de 1986. Ce comité a adopté un programme d'activités, qu'il a cherché à améliorer. Je tiens par contre à exposer plus longuement certains aspects fondamentaux de la politique étrangère suivie et des activités entreprises par la République populaire de Bulgarie qui, à notre avis, constituent une modeste contribution à la grande et noble cause du maintien de la paix et de la promotion de la coopération et de la compréhension entre les peuples.

Devant les dérèglements et les contradictions du monde contemporain, la République populaire de Bulgarie et ses alliés de l'Organisation du Traité de Varsovie aspirent à rechercher de nouvelles approches et solutions aux problèmes que posent l'élimination de toutes les armes sur terre, qu'elles soient de destruction massive ou classiques, et la prévention de la militarisation de l'espace. Nous sommes convaincus que des mesures concrètes et pratiques de désarmement renforçant la sécurité pour tous devraient être à la base de l'action menée pour promouvoir la paix. C'est là, en bref, la signification profonde des propositions avancées par le Comité consultatif politique des Etats membres du Traité de Varsovie à sa réunion de Budapest.

La conscience que nous avons de notre responsabilité à l'égard de l'avenir de nos peuples et de l'humanité était notre seul mobile lorsque nous avons avancé, à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, conjointement avec nos alliés, l'idée de créer un système universel de paix et de sécurité

internationales. Nous ne pouvons qu'exprimer notre grande satisfaction devant le fait que, dans sa résolution adoptée sur le sujet (résolution 41/92 du 4 décembre 1986), l'Assemblée générale a approuvé cette idée. L'inscription de ce point à l'ordre du jour de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale offre à tous les Etats Membres la possibilité de participer activement à l'élaboration d'un système universel de paix et de sécurité internationales qui rapprocherait l'humanité de l'idéal d'un monde sans armes et sans guerre.

Le succès de la première phase de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe a constitué un autre événement important de l'Année internationale de la paix. A Stockholm, la Bulgarie s'est jointe aux auteurs de propositions tendant à limiter l'ampleur des activités militaires et concernant la notification des activités navales. Nous appuyons les efforts déployés pour passer rapidement à la deuxième phase de la Conférence, qui devrait traiter effectivement des questions de désarmement.

Nous souhaitons que la réunion de Vienne des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se tienne dans un esprit constructif et pragmatique et aboutisse à des résultats positifs allant bien au-delà de ce qui a été réalisé à la réunion de Madrid.

La politique menée par la République populaire de Bulgarie dans les Balkans est aussi entièrement au service de la paix et de la coopération. La Déclaration d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre la République populaire de Bulgarie et la Grèce, adoptée l'année dernière, a été considérée à juste titre par la communauté internationale comme un événement positif majeur allant bien au-delà des relations bilatérales des deux pays. L'année dernière, la Bulgarie a renouvelé la proposition qu'elle avait faite de signer avec tous les Etats balkaniques des accords bilatéraux qui prévoiraient un code de relations de bon voisinage, la renonciation aux prétentions territoriales et l'interdiction de toute utilisation du territoire d'un pays à des fins hostiles et pour lancer des actions contre un autre pays.

Les initiatives de la République populaire de Bulgarie et de la République socialiste de Roumanie visant à l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires et chimiques dans les Balkans sont bien connues. La Bulgarie a proposé de conclure un traité de protection du milieu naturel dans la péninsule des Balkans. Nous avons fait savoir que nous étions prêts à accueillir en Bulgarie un forum écologique dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'Année internationale de la paix a également coïncidé avec la participation de la République populaire de Bulgarie aux travaux du Conseil de sécurité en tant que membre non permanent. Notre activité au sein de cet important organe de l'Organisation des Nations Unies, auquel est conférée la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, se situe dans le prolongement de notre politique globale de pacifisme. Elle a pour objectif d'éliminer les foyers de tension et de trouver une solution durable, juste et pacifique aux situations de crise. La République populaire de Bulgarie continuera

de s'opposer avec la dernière vigueur à la politique d'agression, de diktat et d'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains et défendra le droit des peuples à choisir seuls la voie de leur développement politique et socio-économique.

A cet égard, je tiens à souligner tout particulièrement le rôle important que joue l'Organisation des Nations Unies dans la satisfaction des aspirations communes au maintien de la paix. Cette instance se prête tout naturellement à l'étude et à la recherche de solutions aux innombrables problèmes politiques, économiques, sociaux et autres. C'est pourquoi la République populaire de Bulgarie a toujours appuyé et continuera d'appuyer les activités de l'Organisation mondiale, ainsi que les efforts visant à renforcer son efficacité. Sur ce point, Monsieur le Secrétaire général, permettez-moi de souligner que nous portons en haute estime votre contribution personnelle à la réalisation des nobles objectifs de l'Année internationale de la paix et de l'Organisation mondiale dans son ensemble.

Je tiens à vous assurer que la République populaire de Bulgarie continuera à appliquer avec esprit de suite les principes de sa politique étrangère conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et en ayant à l'esprit la nécessité impérieuse de promouvoir une paix et une sécurité durables sur notre planète.
